

ASS/GF/II/MG



2026-113

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 27 MAI 2026

OBJET : DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS LOCAUX

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 28	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 20 mai 2026
---	--	---------------------------	---

L'an deux mille vingt-six, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA .

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, M. André HERNANDEZ, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET

Étaient absents :

M. Alain GARCIA, M. Philippe GALANO, M. Jean-Charles PITT, Mme Mélinda MARTIN, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Alain-Marc GARCIA donne procuration à M. Laurent MARTINEZ, M. Philippe GALANO donne procuration à M. Gérard FORCADA, M. Jean-Charles PITT donne procuration à M. William COMBES, Mme Mélinda MARTIN donne procuration à M. El Mahdi DAHBI, M. Michel CANO donne procuration à Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-12 à L. 2123-14 et R. 2123-12 et suivants ;

Le Conseil municipal doit, dans les trois mois suivant son renouvellement, délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. En effet, les élus locaux disposent d'un droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Par conséquent, ces frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune, sous réserve que l'organisme de formation soit agréé.

Le budget alloué à ces formations dépend du montant total théorique des indemnités de fonction pouvant être attribuées aux élus de la commune. Pour la commune de Léznignan-Corbières, on applique la règle suivante : le crédit provisionnel de formation ne peut pas être inférieur à 2 % de cette enveloppe indemnitaire théorique et ne peut pas dépasser les 20 % de cette enveloppe.

L'enveloppe théorique – sans les majorations – étant de 160 310,40 euros, le budget annuel alloué à la formation des élus locaux doit être compris entre 3206,21 euros et 32 062,10 euros. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver les orientations suivantes en matière de formation des élus :

-Domaines de délégations retenus pour les adjoints et les conseillers délégués : sécurité et police municipale, médiation, affaires générales et services à la population, ressources humaines, services techniques et propreté urbaine, eau et assainissement, environnement et développement durable, finances, aménagement du territoire et grands projets, aérodrome, éducation, enfance et jeunesse, habitat et lutte contre l'habitat indigne, monde patriotique et devoir de mémoire, urbanisme, culture, communication et événementiel, sports, associations locales, santé, affaires sociales, insertion et handicap, personnes âgées, politique de la ville, patrimoine et embellissement, affaires culturelles, cimetières, viticulture et agriculture, démocratie participative, activités économiques et animations commerciales.

-Thèmes généraux :

-Installation et fonctionnement du conseil municipal : sécuriser les rôles, comprendre les délégations, commissions et circuits de décision.

-Statut de l' élu : responsabilités, déontologie et prévention des risques juridiques.

-Relations maire-adjoints-administration, pour bien articuler le pilotage politique et le travail des services.

-Communication institutionnelle et relation aux habitants, afin de cadrer les messages et les attentes.

-Pouvoirs de police du maire et sécurité.

-Budget communal et finances locales.

-Urbanisme et autorisations du droit des sols.

-Commande publique et achats courants.

2/ De fixer le montant des crédits ouverts au budget au titre de la formation des élus à 6412 euros, correspondant à 4 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux membres du conseil municipal.

3/ De préciser que seuls les organismes agréés par le ministère de l'Intérieur pourront dispenser des formations prises en charge par la commune.

4/ De dire que les crédits non consommés seront reportés sur l'exercice suivant conformément à la réglementation applicable.

5/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver les orientations suivantes en matière de formation des élus :

-Domaines de délégations retenus pour les adjoints et les conseillers délégués : sécurité et police municipale, médiation, affaires générales et services à la population, ressources humaines, services techniques et propreté urbaine, eau et assainissement, environnement et développement durable, finances, aménagement du territoire et grands projets, aérodrome, éducation, enfance et jeunesse, habitat et lutte contre l'habitat indigne, monde patriotique et devoir de mémoire, urbanisme, culture, communication et événementiel, sports, associations locales, santé, affaires sociales, insertion et handicap, personnes âgées, politique de la ville, patrimoine et embellissement, affaires culturelles, cimetières, viticulture et agriculture, démocratie participative, activités économiques et animations commerciales.

-Thèmes généraux :

-Installation et fonctionnement du conseil municipal : sécuriser les rôles, comprendre les délégations, commissions et circuits de décision.

-Statut de l' élu : responsabilités, déontologie et prévention des risques juridiques.

-Relations maire-adjoints-administration, pour bien articuler le pilotage politique et le travail des services.

-Communication institutionnelle et relation aux habitants, afin de cadrer les messages et les attentes.

-Pouvoirs de police du maire et sécurité.

-Budget communal et finances locales.

-Urbanisme et autorisations du droit des sols.

-Commande publique et achats courants.

2/ De fixer le montant des crédits ouverts au budget au titre de la formation des élus à 6412 euros, correspondant à 4 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux membres du conseil municipal.

3/ De préciser que seuls les organismes agréés par le ministère de l'Intérieur pourront dispenser des formations prises en charge par la commune.

4/ De dire que les crédits non consommés seront reportés sur l'exercice suivant conformément à la réglementation applicable.

5/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance
Michel MASUYER

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized letters, positioned over the official stamp of the Municipality of Lezignan-Corbières.

